



POUR LE DROIT AU LOGEMENT
RASSEMBLEMENT LE 1^{er} AVRIL à 14 H
Devant la préfecture du Pas de Calais

PAS DE CALAIS

Depuis des années, les politiques du logement renforcent le logement cher, amplifient la crise du logement, la financiarisation du logement social et les inégalités sociales.

E. Macron, soutient le logement cher et s'en est pris aux plus modestes :

Économies sur le dos locataires et des mal logées : baisse des APL, suppression des aides à la construction HLM, ponction dans les caisses des HLM Au profit des investisseurs et des plus riches : Suppression de l'ISF, baisses d'impôts, cadeaux fiscaux...

Conséquence : la crise du logement sévit comme jamais depuis 50 ans :

300.000 sans-abris réprimés toujours plus durement, 2,1 millions de demandes HLM et de moins en moins d'attributions, 30.000 familles menacées d'expulsions Forcées en 2022 et une dépense toujours plus lourde pour se loger, souvent si mal que nos enfants sont malades, tandis que les charges de chauffage et d'énergie explosent pour des millions d'entre nous ...

Exigeons tous ensemble

Un vrai budget pour le logement : 15 milliards c'est à dire 2,2% du PIB pour le logement, comme en 2012, pour rattraper et augmenter les APL, réaliser 300 000 logements sociaux par an, imposer 30% de HLM dans chaque commune en zone tendue d'ici 2030 !

Des mesures d'urgence : Arrêt des expulsions sans relogement et interdiction des hausses et coupures d'énergie et d'eau, respect de la loi DALO et du droit à l'hébergement inconditionnel, réquisition des biens vacants de grands propriétaires, hausse de la taxe logements vacants ;

Pour les HLM, arrêt des réformes libérales qui les étranglent, des ponctions de l'État dans les caisses HLM et du 1% Logement, des ventes, des démolitions imposées, des fusions forcées. Recrutement de salarié-es de proximités avec de bonnes conditions de travail et de rémunération.

Un urbanisme pour les habitant-es et le climat, pas pour le profit : Des réhabilitations douces et co-élaborées avec les habitant-es dans les quartiers populaires, taxer les profits tirés de la spéculation foncière et immobilière, financer un grand programme pour le climat, l'isolation et la réhabilitation, sans hausse de loyer !